



Ambasciata d'Italia
Libreville

INFORMATION RELATIVE AU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Le traitement des données personnelles fournies pour participer à la présente procédure sera fondé sur les principes de licéité, loyauté et transparence, afin de protéger les droits et libertés fondamentaux des personnes physiques.

À cette fin, conformément à l'article 13 du Règlement (UE) 2016/679 « **RGPD** », les informations suivantes sont fournies :

1 – LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le Responsable du traitement est le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (ci-après également le « **MAECI** » ou le « **Ministère** »), qui agit, dans le cas présent, par l'intermédiaire de :

**Avenue Paul Moukambi, n. 967,
Haut de Gué Gué
B.P. 23731 LIBREVILLE**
Tel: +241 66707575
e-mail: amb.libreville@esteri.it
pec: amb.libreville@cert.esteri.it

2 – LE DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Délégué à la protection des données personnelles du MAECI (ci-après également le « **DPD** ») peut être contacté aux coordonnées suivantes :

**Ministère des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale**
Piazzale della Farnesina n° 1,
00135 Rome (RM)
Tel.: 06 36911 (standard)
e-mail: rpd@esteri.it pec: rpd@cert.esteri.it

3 – DONNÉES PERSONNELLES TRAITÉES ET PERSONNES CONCERNÉES

Les données personnelles traitées incluent les informations d'état civil, de contact, professionnelles, bancaires, de sécurité sociale, fiscales et judiciaires, ainsi que la signature manuscrite et les détails de la pièce d'identité.

Les catégories de données personnelles énumérées ci-dessus concernent le/la candidat(e) et/ou ses représentants et employés.

4 – FINALITÉS DU TRAITEMENT

Le traitement des données personnelles en question a pour finalité la cession du véhicule Mitsubishi Pajero Sport appartenant à la présente Ambassade.

5 – BASES JURIDIQUES DU TRAITEMENT

Les données demandées sont nécessaires pour la sélection de l'acheteur et sont traitées sur la base de l'article 6, paragraphe 1, lettre c), du Règlement (UE) 2016/679 « **RGPD** », c'est-à-dire pour le respect des obligations prévues par la législation italienne et de l'Union européenne en matière de ventes aux enchères publiques et de comptabilité de l'État.

Le refus éventuel de fournir les données demandées entraîne **l'exclusion de la procédure de sélection**.

6 – MODALITÉS DU TRAITEMENT

Le traitement, réalisé par du personnel spécialement désigné du MAECI, sera effectué selon des **modalités mixtes, manuelles et automatisées**.

7 – TRANSMISSION DES DONNÉES À DES TIERS

Les données personnelles en question seront communiquées aux catégories de tiers suivantes :

- les organismes chargés du contrôle des habilitations professionnelles, des sociétés et/ou de la vérification de la solvabilité, de la régularité des contributions et/ou de la régularité comptable;
- les personnes ayant droit à un éventuel accès aux documents conformément à l'article 22 de la loi du 7 août 1990 n° 241;
- toute personne, dans la limite des données publiées sur le site du MAECI et de ses représentations à l'étranger, conformément aux articles 4 bis et/ou 23 du décret législatif du 14 mars 2013 n° 33.

8 – PÉRIODE DE CONSERVATION DES DONNÉES

Les données personnelles des personnes concernées seront conservées pour les périodes indiquées ci-dessous :

- **Sélection de l'adjudicataire de la vente aux enchères publiques :**
En l'absence d'une disposition légale spécifique et sauf causes de suspension ou

d'interruption de la prescription pénale ou civile, les données recueillies pour la sélection de l'adjudicataire du contrat seront supprimées après 12 ans à compter de la clôture de la procédure de sélection, en tenant compte des articles 157 et 317 du Code pénal.

- **Gestion de la vente et éventuelles activités de recherche et d'étude :**
En l'absence d'une disposition légale spécifique et sauf causes de suspension ou d'interruption de la prescription civile, les données personnelles seront supprimées après 10 ans à compter de l'expiration du contrat, en tenant compte des articles 2220 et 2946 du Code civil.

9 – DROITS DE LA PERSONNE CONCERNÉE

La personne concernée peut demander l'**accès à ses données personnelles** et, dans les conditions prévues par la législation en vigueur, leur **rectification**.

Dans les limites prévues par la loi et sous réserve des éventuelles conséquences sur la fourniture du service, elle peut également demander la **suppression** de ces données, ainsi que la **limitation** du traitement ou l'**opposition** au traitement.

Dans ces cas, la personne concernée devra adresser une demande spécifique à l'entité indiquée au point 1, en informant pour information le DPD du MAECI.

10 – PLAINTES

Si la personne concernée estime que ses droits en matière de vie privée ont été violés, elle peut déposer une plainte auprès du DPD du MAECI.

Si elle n'est pas satisfaite de la réponse, elle peut s'adresser au Garant pour la protection des données personnelles aux coordonnées suivantes :

Garant pour la protection des données personnelles

Piazza Venezia n° 11,

00187 Rome (RM)

Tél.: 06 696771

E-mail: protocollo@gpdp.it

PEC: protocollo@pec.gpdp.it